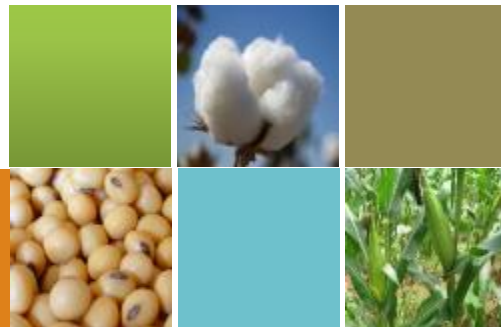




Africa Biosafety Watch

ABNE NEWSLETTER (janvier-mars, 2015)

Message du Directeur du réseau ABNE

Partenaires et amis de la réglementation de la biosécurité et l'élaboration des politiques en Afrique, nous tenons à vous remercier sincèrement pour votre soutien et collaboration au cours de la première phase de mise en œuvre de notre programme (2009-2014). Cette année, nous sommes heureux d'annoncer le début de la deuxième phase du programme de renforcement des capacités en biosécurité du réseau ABNE de l'Agence du NEPAD pour l'Afrique. Cela devrait couvrir une période de cinq (5) ans (2015-2019). Au cours de la phase I de la mise en œuvre (2009 - 2014), le réseau ABNE a offert une gamme de services en matière de biosécurité à 11 pays d'Afrique subsaharienne grâce aux efforts d'une équipe d'experts en biosécurité basés dans ses bureaux du Burkina Faso et d'Ouganda, et un réseau d'expertise en biosécurité à travers l'Afrique et au-delà. Ces services englobaient la mise à disposition de ressources d'informations bien à jour, la formation et l'éducation, les consultations techniques et des occasions de réseautage pour les



régulateurs de biosécurité, les décideurs et autres acteurs clés. En offrant ces services, ABNE a activement travaillé en partenariat avec les gouvernements nationaux, les communautés économiques régionales et d'autres prestataires de services de biosécurité en Afrique. Se fondant sur les expériences et les leçons tirées de la phase I, ABNE espère mettre en œuvre la deuxième phase avec un engagement renouvelé afin que les pays africains puissent disposer de systèmes réglementaires solides pour faciliter l'accès aux technologies bénéfiques. Cette nouvelle phase de mise en œuvre va utiliser une approche ciblée et une implication plus élargie des parties prenantes pour améliorer la fonctionnalité des systèmes nationaux de biosécurité. Nous sommes reconnaissants pour le soutien continu de nos partenaires au développement aux Etats-Unis, notamment Michigan State University, l'Agence du NEPAD et les États membres de l'Union africaine qui nous ont appuyés financièrement pour le renforcement des capacités en biosécurité. L'un des principaux défis envisagés dans cette nouvelle phase sera la question de la durabilité et la façon d'assurer plus de soutien financier des pays africains et de veiller à ce que les pays que nous desservons contribuent à la viabilité du programme à long terme. Le réseau ABNE explorera et institutionnalisera des mécanismes pour la durabilité à long terme. Nous vous remercions tous pour votre soutien continu au réseau dans la mise en œuvre réussie de notre mandat pour aider les pays africains à renforcer les systèmes fonctionnels de biosécurité et tirer profit en toute sécurité des avantages de la science, la technologie et des possibilités d'innovation pour un développement durable de notre continent.

Diran Makinde, Directeur du réseau ABNE de l'Agence du NEPAD

Sommaire

- ❖ Visite de courtoisie du réseau ABNE au nouveau Ministre de la recherche scientifique du Burkina Faso
- ❖ ABNE anime une formation en biosécurité pour les régulateurs et décideurs politiques à Lusaka
- ❖ Renforcement des capacités sur les examens de demandes d'essais confinés en champ en Ouganda
- ❖ ABNE et ISAAA organisent un voyage d'étude dans les champs de soja au Brésil
- ❖ Atelier de formation au Kenya
- ❖ Atelier de sensibilisation en Ethiopie
- ❖ Nouvelles brèves: Rencontre de coordination sur la biosécurité à Maputo et ateliers au Ghana et au Malawi.

Visite de courtoisie du réseau ABNE au Ministre de la recherche scientifique et de l'innovation du Burkina Faso



De gauche à droite: Prof. Diran Makinde, Prof. Alhadi Wereme, M. le Ministre Jean Noel Poda and Prof. Chantal Zoungrana au cours de la visite. (Crédit photo: Jean Keberé)

Prof. Diran Makinde, Directeur de l'Agence du NEPAD et une partie de son personnel, Mr. Samuel Timpo, Dr. Moussa Savadogo et Mr. Jean Keberé ont rendu une visite de courtoisie au Prof. Jean Noël Poda, nouveau Ministre de la recherche scientifique et de l'innovation du Burkina Faso. Le Ministre avait ses côtés ses proches conseillers en matière de biosécurité, notamment Prof. Chantal Zoungrana, Directeur de l'Agence National de Biosécurité (ANB), Prof. Alhadi Wereme, conseiller technique, et Dr. Issa Tapsoba, Directeur Général de la recherche scientifique et de l'innovation.



Photo de groupe à l'issue de la rencontre; de gauche à droite: Dr Moussa Savadogo and Mr. Samuel Timpo (du réseau ABNE), Dr. Issa Tapsoba, Prof. Chantal Zoungrana, Prof. Alhadi Wereme, Prof. Diran Makinde et M. le Ministre Jean Noel Poda. (Crédit photo: Jean Keberé)

Prof. Makinde a tout d'abord félicité Monsieur le Ministre pour son nouveau poste et lui a souhaité plein succès dans sa mission. Il a ensuite présenté le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD, abrité au Burkina sous couvert de l'ANB et il a remercié les autorités du pays pour leur engagement en faveur du développement scientifique et technologique. "Dans les domaines de la biotechnologie et de la biosécurité, le Burkina Faso est perçu comme un exemple et des acteurs de divers pays viennent voir les acquis du pays et bénéficier de l'expérience de leurs collègues burkinabè », a-t-il affirmé.

Le Ministre Poda a, à son tour, remercié le réseau ABNE pour la visite et a réaffirmé sa disponibilité à continuer à travailler avec le réseau pour renforcer les acquis du Burkina Faso dans l'utilisation sûre et saine de la science et de la technologie pour un développement durable du pays. Le gouvernement du Burkina a tout récemment pris un certain nombre de décrets d'application de la loi sur la biosécurité. Cela montre bien l'intérêt du pays à améliorer son environnement bio-sécuritaire afin de bénéficier au mieux des opportunités offertes aujourd'hui par la science et la technologie.

Le réseau ABNE anime une formation en biosécurité pour les régulateurs et décideurs politiques à Lusaka

Le Réseau africain d'expertise sur la biosécurité (ABNE) de l'Agence du NEPAD, en collaboration avec l'Autorité nationale de biosécurité (ANB) de la Zambie, a organisé un atelier de renforcement des capacités en biosécurité du 23 – 26 février 2015 Lusaka, en Zambie. Vingt-cinq (25) régulateurs et décideurs politiques ont participé à cet atelier, notamment les membres de l'ANB, les experts du Comité scientifique consultatif (CSC) et un représentant du secrétariat de biosécurité de la Namibie.



Photo de groupe des participants.

L'atelier a été officiellement ouvert par le Dr Patrick Nkanza, Secrétaire permanent du Ministère zambien de l'Education, de la Science, de la Formation professionnelle et de l'éducation préscolaire. Il a félicité le NEPAD et l'ANB pour cette importante initiative de renforcement des capacités et a ajouté: «Cet atelier est une bonne plate-forme de discussion et de partage d'expérience qui permettra à la Zambie d'avoir un système de réglementation solide et efficace».

En tant qu'institution naissante ayant besoin de capacités techniques et administratives adéquates pour l'accomplissement efficace de son mandat, l'ANB de la Zambie a demandé l'appui du ABNE pour l'aider à renforcer les capacités et à améliorer les compétences de ses membres sur la prise de décision en matière de biosécurité; à améliorer les connaissances du Comité scientifique consultatif dans l'examen des dossiers biotechnologiques; et à renforcer les capacités du personnel de l'ANB dans le traitement administratif des demandes. En outre, l'ANB a manifesté son besoin

de renforcement de capacités en matière de de communication sur la biosécurité pour lui permettre de répondre efficacement aux besoins de communication en Zambie. Ainsi, l'atelier de 4 jours a abordé des sujets comme la mise en place d'un bureau de la biosécurité fonctionnelle, le traitement des demandes, les principes généraux de l'évaluation et de gestion des risques, les principes de prise de décision efficace en matière de biosécurité, le rôle de la participation du public dans l'évaluation des risques et la prise de décision, les traités internationaux sur la biosécurité, le rôle des considérations socio-économiques, les principes de la communication en matière de biosécurité, les composantes d'une stratégie de communication en matière de biosécurité.

À la fin de l'atelier, les participants ont exprimé leur satisfaction car, selon eux, leurs attentes ont été remplies. Ils ont félicité l'équipe du NEPAD pour le contenu riche et pertinent et la bonne animation de la formation.

Des participants à l'atelier donnent leurs appréciations



Dr. Paul Zambesi, Président de l'ANB de Zambia

"Cet atelier a été très important, car il était nécessaire pour nous en tant que nouveau conseil d'être initié aux questions d'administration des demandes en matière de biosécurité et questions connexes. Il était également bon d'avoir en même temps des membres de l'ANB et du comité scientifique qui fait l'examen scientifique des demandes reçues avant de faire des recommandations à l'ANB pour la prise de décision. Nos attentes pour cet atelier ont été comblées. Vous avez peut-être remarqué les types de questions que les membres demandaient, cela montre leur appréciation des questions de biosécurité. Nos attentes étaient que, à la fin de l'atelier, nous améliorions sensiblement nos capacités car nous sommes en train de traiter des demandes pour les importations qui peuvent contenir des produits biotechnologiques.

Les défis auxquels nous sommes confrontés actuellement en Zambie sont diverses. Nous sommes, par exemple, face à une majorité de population zambienne qui n'est pas informée sur ces questions. Comment les atteindre est un grand défi. Cependant, comme vous l'avez vu, nous avons traduit quelques-unes des questions de biosécurité dans nos langues locales. La communication est donc un défi auquel nous faisons face. L'autre défi se trouve dans notre loi nationale sur la biosécurité. Nous nous sommes rendus compte qu'il ya des dispositions dans la loi que nous pourrions ne pas être en mesure de mettre en œuvre. Par conséquent, nous sommes dans le processus de révision de notre loi sur la biosécurité afin qu'elle puisse être appliquée.

Je tiens à remercier le réseau ABNE de l'Agence NEPAD pour avoir envoyé une équipe d'experts, qui savent vraiment ce dont ils parlent. Nous aimerions collaborer davantage avec ABNE afin de fournir ce type de formation à un plus large public et en particulier à la communauté scientifique dans ce pays. "

Dr. Alfred J. Sumani, secrétaire par intérim de l'ANB de la Zambie

« Cet atelier est venu à un moment opportun dans ce sens que comme nous tentons de mettre en œuvre un cadre national de biosécurité, les membres l'ANB et le comité scientifique ont pu avoir une idée sur la façon dont d'autres personnes le font en Afrique. En tant que tel, nous avons été en phase avec ce que nos collègues font à travers l'Afrique et le monde.

Cet atelier hisse l'ANB et les membres du comité scientifique au niveau international dans l'utilisation durable des opportunités offertes par la biotechnologie dans le développement de la Zambie. Je suis tout à fait confiant que l'atelier a répondu à nos attentes. Comme vous pouvez le voir, même la présence des participants depuis que nous avons commencé est à 100%. J'ai remarqué aussi que personne ne s'est assoupi pendant les sessions. Il est clair que les participants étaient très intéressés et ils ont pu saisir ce qui a été communiqué. C'est très encourageant et j'espère que cela portera de bons fruits. »



Mme Mable. M. Simwanza, membre de l'ANB et Directrice par intérim de l'Institut de Contrôle et de Certification des Semences, qui est responsable de la certification des semences en Zambie

Cet atelier a été une révélation pour ceux d'entre nous qui sont membres de l'ANB et du conseil scientifique, dans ce sens qu'il nous permis de connaître le processus à suivre et ce qu'il faut prendre en compte lors de la prise de décisions sur les questions de biosécurité dans le pays. Nous espérons avoir plus de renforcement des capacités dans le futur parce que le conseil est composé de personnes de différents domaines

d'expertise et certains d'entre eux n'ont pas de connaissances solides sur des questions de biosécurité. Nous aurons probablement besoin d'autres renforcements de capacités pour nous assurer que tous les membres de l'ANB comprennent leurs rôles et la base scientifique des décisions qu'ils seront amenés à prendre. "

Dr. Steven W. Muliokela, membre de l'ANB et Spécialiste des semences au sein de l'Union des Producteurs zambiens. Il est également conseiller technique la société zambienne de semences

Je dois vraiment remercier ABNE pour l'organisation de cet atelier, car il a apporté beaucoup d'informations utiles. Tout d'abord, nous avons suivis des exposés sur les réalités de la mise en œuvre d'une loi de prévention des risques biotechnologiques. Nous avons également vu les lacunes dans nos connaissances ici en Zambie. Nous allons maintenant commencer les activités de biosécurité ici sur une base solide. Je suis très impressionné par la qualité de la prestation des personnes-ressources. L'équipe du réseau ABNE est une ressource majeure pour l'Afrique. Je souhaite à l'avenir que vous puissiez être en mesure d'inviter quelques membres des ANB de la région



pour que nous puissions voir où se situent les points communs et les différences et comment remédier aux faiblesses afin que nous puissions renforcer nos systèmes de biosécurité. Non seulement en Zambie, mais aussi en Afrique, nous avons besoin de différents types de formation spécifiques: formation technique, formation en gestion et même formation sur les aspects juridiques afin que les gens puissent comprendre certaines de ces questions fondamentales. Nous aurons aussi besoin de voyages d'étude pour les différentes catégories de personnes, les membres de l'ANB, les décideurs, etc. "

Mme Mwangala Nalisa, de la Commission Nationale de Recherche, Science et Technologie, l'autorité compétente mandatée pour la régulation des OGM en Namibie



"Cet atelier a été très instructif et en temps opportun et il a permis à la Namibie de voir jusqu'où la Zambie a pu avancer dans la mise en œuvre de son cadre réglementaire sur la biosécurité. Il est important en tant que voisins, et pays africains, de trouver les meilleurs moyens de travailler en réseau et de s'aider les uns les autres dans ce processus. Actuellement, la Namibie est en train de finaliser ses règlements. Nous avons une loi sur la biosécurité de 2006 (loi n° 7, 2006), mais pour l'instant notre loi ne sera pas pleinement opérationnel en raison des règlements d'application doivent encore être arrêtés. Donc il est

très important de voir à quel niveau se situent les autres pays, ce que nous pouvons apprendre d'eux et quels systèmes nous pouvons mettre en œuvre une fois que notre loi sera opérationnalisée.

Renforcement des capacités sur les examens de demandes d'essais confinés en champ en Ouganda

Le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD et le Conseil national ougandais pour la science et de la technologie (UNCST) ont organisé un atelier de formation sur le traitement des demande d'essais confinés en champ (ECC) du 29 au 30 Janvier 2015 à Kampala. Cette rencontre de deux jours a débuté par des échanges techniques avec des exposés de chercheurs et de régulateurs afin de permettre aux nouveaux membres du Comité nationale de biosécurité (CNB) d'être sur la même longueur d'onde que les anciens membres. La rencontre a également concerné les membres du secrétariat du CNB pour une remise à niveau sur le fonctionnement du secrétariat.



Photo de groupe des participants

Au nombre des exposants, il y avait d'éminents chercheurs tels que Dr. Kigundu Andrew, Dr. Titus Alicai, Dr. Yonna Baguma. Des membres de premier plan du CNB tels que Prof. Opuda, Dr. Hafasimana, Mr. Francis Ogwal étaient également présents.

27 personnes au total ont participé à cette rencontre. L'objectif du premier jour de l'atelier était de doter les participants de garde-fou dans le domaine de la biosécurité. Concrètement, cela a aidé les membres du CNB à bien se préparer pour l'examen de trois demandes relatives à la biosécurité au deuxième jour de l'atelier.

Les deux premières demandes à traiter concernaient la banane génétiquement modifiée résistant aux germes de *Xanthomonas* et la pomme de terre génétiquement modifiée résistant aux attaques des champignons. La 3ème demande concernait un organisme de bienfaisance qui sollicitait un permis d'importation de farine moulue pour des fins humanitaires.

ABNE et ISAAA organisent un voyage d'étude dans les champs de soja au Brésil

La culture de nouvelles semences génétiquement modifiées (GM) a engendré un grand débat à travers le monde. Très souvent, les acteurs clés du secteur sont submergés par les différents rapports asymétriques qui leur parviennent et ne savent pas trop qui croire. Un outil qui s'est révélé utile pour clarifier ces questions est une plateforme qui permet aux intervenants d'interagir directement avec les agriculteurs qui ont expérimenté ces nouvelles cultures. Cette année, le Service international de biotechnologie agricole (ISAAA) en collaboration avec le Réseau Africain d'Expertise en Biosécurité de l'Agence du NEPAD ont proposé une telle plateforme en organisant un voyage d'étude pour permettre aux acteurs de cinq (5) pays africains de visiter au Brésil des champs de petits producteurs cultivant des OGM et d'échanger avec ces producteurs et d'autres acteurs du domaine.

Londrina, une ville de 600.000 habitants au Sud du Brésil a été choisie pour le voyage d'étude. Ce choix se justifie par le fait que le Brésil partage de nombreuses similitudes avec les pays africains notamment dans le domaine de l'agriculture et la zone de Londrina connaît un développement des cultures biotechnologiques. Comme dans

beaucoup de pays africains, l'économie brésilienne repose principalement sur l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire mais le pays a réussi à se hisser au rang des pays émergents depuis maintenant de nombreuses années. Au total, quarante (40) participants venus de huit (8) pays ont pris part à ce voyage d'étude. Les pays africains représentés étaient le Burkina, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria et l'Ouganda. La proximité entre le Brésil et l'Argentine a permis également à des acteurs argentins d'être de la partie pour un partage d'expériences plus riche et fructueux.



Visite dans un champ de soja près de Londrina (Crédit photo: Jean Keberé)

L'objectif principal de ce voyage d'étude était de poser les bases d'un cadre d'échanges entre pays africains et pays d'Amérique du Sud, notamment le Brésil et l'Argentine, dans le domaine agricole et particulièrement la commercialisation des cultures biotechnologiques. Cela a permis aux acteurs des pays africains retenus d'aller toucher du doigt les réalités de l'agriculture au Brésil et d'échanger avec leurs homologues brésiliens et argentins sur les bonnes pratiques en matière de développement agricole.

Le programme du voyage d'étude comportait des exposés et échanges avec des experts et surtout des visites sur le terrain pour discuter avec les producteurs. Les participants ont eu l'occasion de visiter le centre Embrapa de Londrina, bureau local du centre fédéral de recherche agricole basé à Brasília. Le centre Embrapa de Londrina se focalise sur la recherche sur le soja GM. Les participants ont également pu visiter Cocamar, une des puissantes coopératives agricoles, basée dans la ville de Maringa. La coopérative regroupe 12.000 agriculteurs et achète les productions de ses membres pour les transformer et les revendre

avec une plus-value sur le marché national. La coopérative dispose d'usines de transformation de différents produits dont l'huile de soja, le lait de soja, des jus d'oranges et de raisins etc.

La recherche et la vulgarisation des techniques agricoles d'une part et l'organisation des agriculteurs en coopératives, se dégagent comme les deux piliers principaux du développement de l'agriculture au Brésil. Grâce à ces efforts, l'agriculture brésilienne a connu un grand bond ces dernières années; le pays est passé premier producteur mondial de soja et est un des acteurs majeurs au niveau international dans la production de café arabica, de cannes à sucre, de manioc, d'oranges, de papayes, de sisal etc. La recherche dans le domaine de la biotechnologie a notamment permis de contrôler les multiples attaques et maladies du soja. Le pari semble aujourd'hui gagné pour le Brésil en ce qui concerne le soja mais la recherche continue notamment sur de nouvelles générations de soja tolérant les herbicides, le soja résistant à la sécheresse, le haricot résistant aux attaques d'insectes etc.

Quelques participants témoignent



Dr. James Shinyabulo-Mutende, Ministre d'Etat, Industrialisation, Science et Technologie, Ouganda:

“Personnellement, je suis très impressionné par ce que je ai vu. Embrapa, le centre de recherche m’a beaucoup appris. La visite de terrain était aussi très intéressante parce que «voir c’est croire». J’ai goûté le lait de soja et je l’ai beaucoup apprécié. Je me suis rendu compte que l’Afrique est très en retard. Nos défis sont la sécurité alimentaire et l’agriculture commerciale. Nous avons besoin moduler notre message de la meilleure manière. Les gens qui sont maintenant dans la biotechnologie sont nombreux, y compris nos scientifiques, les chercheurs et universitaires. Nous devons informer nos politiciens afin qu’ils comprennent nos défis de la sécurité alimentaire et la commercialisation de l’agriculture. Nous devons maximiser la productivité, pour aider à attirer plus de gens dans

dans l’agriculture et créer plus d’emplois pour les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.”

Prof. Phinehas Tukamuhabwa, spécialiste de semences améliorées de soja, Université de Makerere, Ouganda:

“Le voyage d’étude était une très bonne expérience. La première chose que j’ai noté ici, c’est la production à grande échelle et par rapport à l’Ouganda ; nous avons de très petits agriculteurs. Quand je pense à cela et à l’existence de cette coopérative Cocamar, je me rends compte que nous avons besoin de plus coopératives en Ouganda afin que les petits agriculteurs puissent travailler ensemble comme une unité. J’ai été très étonné par cette coopération puissante et la façon dont elle est organisée. J’ai été heureux de goûter le lait de soja traité par

la coopérative des agriculteurs et je n’oublierai jamais cela. Je pense que c’est la façon dont les choses devraient aller ; nous ne devons pas vendre des produits qui ne sont pas traitées, mais les produits qui ont obtenu de la valeur ajoutée. J’ai également été impressionné par les pratiques de gestion des cultures, ce qui permet un rendement plus élevé des cultures. Je me rends compte qu’en Ouganda, les agriculteurs ne gèrent pas bien leurs exploitations agricoles et cela leur fait perdre beaucoup. C’est une leçon que nous devons retenir de ce voyage d’étude. En Ouganda notre soja est très bien, mais nous ne le gérons pas bien.”



Dr. Barbara Mugwanya Zawedde, National Crop Resources Research Institute, Ouganda:

Je voudrais remercier ISAAA, ABNE et Market Place pour l’organisation de cette visite et de nous avoir permis d’y prendre part. J’ai appris de cette visite, qu’il faut que les africains se regroupent en coopératives en vue d’accroître la production agricole et s’orientent vers l’adoption de technologies comme les cultures biotechnologiques ; nous devons aussi penser aux pratiques agronomiques qui accompagnent ce type de cultures sinon celles-ci ne sont rentable que si vous utilisez les bonnes pratiques agronomiques ; il y a aussi les questions de marché à prendre en compte. L’adoption de la technologie vient avec les exigences réglementaires que nous devons prendre en considération surtout lorsque nous faisons des essais sur le terrain, mais une fois que les tests sont effectués et que

les produits sont déréglementés, alors tout est libre d'aller sur le marché et il n'y a pas plus de soucis. Une autre chose que nous avons apprise, c'est que la part des industries semencières est liée à la vente des semences. Donc, l'agriculteur n'a pas à se soucier d'autres coûts une fois qu'il a acheté ses semences et qu'il les a fait pousser. Une fois que vous avez semé votre champ, tout le profit vous revient et ne va pas aux multinationales. Le voyage d'étude s'est donc bien passé, nous avons beaucoup appris, nous avons interagi avec la population et nous avons vu beaucoup de choses intéressantes. En raison des conditions climatiques similaires, et parce que nous avons vu également des petits producteurs tirer profit de la technologie, il y a beaucoup de choses semblables que nous pouvons envisager chez nous."



M. John Kariuki, industrie alimentaire, Bidco Africa Ltd, Kenya "

"Nous avons contracté environ 20.000 agriculteurs pour la culture de graines oléagineuses, le soja et les tournesols, et nous voyons habituellement deux problèmes majeurs au Kenya: la faible productivité et le coût élevé de la production. J'ai vraiment profité de cette visite, car de ce que j'ai vu, les agriculteurs au Brésil pratiquent l'agriculture de conservation pour augmenter la production et le soja compatible avec les herbicides aide à réduire le coût de la production. En tant que secteur privé, nous travaillons avec ISAAA pour aider à la levée de l'interdiction concernant le développement de la biotechnologie au Kenya et aider les agriculteurs à bénéficier réellement plus de leur travail."

Mr. Rufus Ebegba, Régulateur au bureau national de biosécurité, Ministère Fédéral de l'Environnement, Nigeria:

"Je tiens à remercier les organisateurs de ce voyage d'étude qui était très instructif. Nous avons obtenu beaucoup d'informations que nous allons à notre tour partager avec les autres acteurs au Nigeria en particulier à travers les médias. Les agents gouvernementaux et le secteur privé vont également partager leurs expériences avec leurs collègues. Embrapa est vraiment un bon centre de technologie et de recherche. Nous avons de grands agriculteurs au Nigeria, mais par rapport aux Brésiliens, ils sont plus petits. De retour au Nigéria, nous allons informer les producteurs de l'intérêt de la création de coopératives. Grâce à des groupes coopératifs, les agriculteurs sont encouragés au Brésil chaque année à produire plus car ils ont la garantie du marché pour leurs produits grâce à la coopérative."



M. Abdallah El Kurebe, Journaliste, Biosciences for Farming in Africa, Nigeria:

"Ici au Brésil, nous avons beaucoup appris et nous avons tellement de choses à partager avec nos compatriotes au Nigéria. Le Brésil est vraiment impressionnant en ce qui concerne l'agriculture. Nos dirigeants doivent être informés. En tant que journalistes, nous avons les idées; nous sommes les oreilles des décideurs, du grand public, etc. En fait, ces gens ont tendance à croire les journalistes beaucoup plus que les scientifiques parce que les scientifiques ne savent pas comment communiquer et se faire comprendre des gens. De retour chez nous, nous allons dire aux responsables politiques de donner la priorité au développement de l'agriculture dans les différents pays africains."



Mr. Egas Jeremias Nhamucho, spécialiste de semences améliorées de maïs à l'Institut de recherche agricole du Mozambique:

“Ce voyage d'étude était vraiment intéressant. J'admire ce que le Brésil est en train de faire en termes de biotechnologie et de biosécurité. La technologie a beaucoup d'avantages. Un agriculteur nous a affirmé que la technologie l'a aidé à réduire les intrants et il a amélioré le rendement de ses cultures. C'était une bonne opportunité pour moi et je voudrais que plus de gens du Mozambique puissent venir toucher du doigt ces réalités et en juger par eux-mêmes. J'ai apprécié les interactions avec les petits agriculteurs et leurs témoignages sur leurs cas de réussite et sur la façon dont la technologie a bien fonctionné pour eux. J'ai pris beaucoup de photos et des notes sur toutes les explications des intervenants ici. De retour à la maison, je vais partager cela avec tous mes collègues et

j'espère que les choses vont aller vite au Mozambique. Je suis spécialiste de semences améliorées et nous avons ici des régulateurs aussi du Mozambique, et donc je crois que les choses vont changer et s'améliorer.”



Renforcement des capacités en évaluation des risques avant la mise sur le marché au Kenya

Le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD a organisé un atelier de renforcement de capacités au profit l'Autorité nationale de biosécurité (ANB) du Kenya sur l'évaluation des risques avant la mise sur le marché de tout produit biotechnologique, du 22 au 25 mars 2015 à Nairobi. 27 personnes ont participé à cet atelier, notamment les membres et le personnel de l'ANB et des participants venus de diverses institutions.



Photo de groupe des participants

L'objectif principal de cet atelier était de renforcer les capacités des régulateurs kenyans dans l'évaluation de dossiers de biosécurité pour la mise à disposition commerciale de produits biotechnologiques au Kenya.

Les experts du réseau ABNE et une personne ressource externe venue d'Afrique du Sud ont facilité la formation. Les régulateurs ont acquis des connaissances importantes sur les critères d'évaluation des risques pour la sécurité environnementale des produits mis sur le marché. Le réseau ABNE est en train de suivre cette question et une série d'activités sera mise en œuvre pour aider les membres et le personnel de l'ANB dans la construction d'un système de

réglementation fonctionnelle. Le renforcement continu des capacités des membres du personnel de l'ANB est très important pour augmenter la confiance dans la prise de décisions guidée par la science, en matière de biotechnologie et de biosécurité dans le pays.

Atelier de sensibilisation en biosécurité des députés et décideurs politiques éthiopiens



Vue d'une partie des participants à l'atelier (Crédit photo: Olalekan Akinbo)

Le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD, en collaboration avec le Programme des systèmes de biosécurité (PBS) de l'International Food Policy Research Institute a organisé un atelier de sensibilisation des députés et les décideurs éthiopiens sur la biosécurité, du 27 au 29 Mars 2015, à Addis-Abeba. L'atelier a été officiellement ouvert par le ministre d'Etat en charge de l'Environnement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Son Excellence Kare Chewicha.

79 participants dont 57 parlementaires ont pris part à l'atelier. Les députés présents étaient issus des trois comités permanents de la Chambre des Représentants des Peuples: Environnement, Agriculture ainsi que Science et Technologie. Les autres participants étaient des fonctionnaires des services gouvernementaux / ministères, des universités concernées, et de l'industrie et/ou entreprises privées.

L'atelier a concerné un large éventail de sujets sur

la biosécurité en matière de biotechnologie agricole, notamment le statut de la biotechnologie et sa réglementation en Afrique, les régimes de réglementation de biosécurité aux niveaux national et international, les impacts économiques des cultures génétiquement modifiées (GM), les expériences de cultures GM en Afrique et les considérations environnementales et la sécurité sanitaire des aliments en rapport avec les cultures génétiquement modifiées.

Les députés ont particulièrement loué l'Agence du NEPAD pour la réalisation de cet atelier en temps opportun en Ethiopie et ont reconnu que la formation a considérablement amélioré leur compréhension de la technologie et le processus de réglementation. L'Ethiopie s'oriente vers l'adoption du coton Bt et les législateurs participant à l'atelier ont été particulièrement intéressés de savoir comment s'y prendre pour accélérer le processus de mise en place de systèmes réglementaires.

A la fin de l'atelier se sont accordés sur les voies et moyens pour les interventions futures afin d'aider l'Éthiopie à mettre en place un système réglementaire viable biosécurité pour que le pays puisse adopter la biotechnologie agricole tout en garantissant la protection de l'environnement et la santé humaine.

Impressions de quelques participants

Honorable Etefa Diba Aresi, Membre du comité des affaires agricoles au Parlement

“J’ai trouvé cette rencontre très utile car bien connaître quelque chose, vous aide à bien l’appliquer. Amélioration des connaissances sur la biosécurité nous a aidés à comprendre l’autre facette de l’information puisqu’il y a toujours eu deux facettes dans ce débat.

Grâce à cette rencontre, nous avons appris que la biotechnologie offrait des avantages à condition qu’elle soit adoptée en toute sécurité et en tant que dirigeants nous voulons ce qui est bon pour notre peuple. Cet atelier nous a permis d’améliorer notre capacité à peser les avantages et les contraintes que la biotechnologie comporte.



Apprendre aussi sur les expériences d’autres pays nous aide à choisir ce qui est bon pour nous en tant que pays”

Honorable Almaz Messele, Membre du comité des affaires agricoles au Parlement:



“En tant que membre du Comité permanent de l’agriculture, j’ai trouvé cette rencontre très utile. Les organisateurs, dès la première journée, ont clarifié l’objet de l’atelier. J’ai découvert que le sujet de la biosécurité est très clair au niveau mondial et sur le continent et de ce fait doit être apprécié. (...).

Je suis sûr que notre gouvernement va ratifier cette loi parce que nos populations sont surtout du domaine agricole. Le seul défi qui reste, c’est que c’est une nouvelle technologie et donc mon conseil sera que le pays commence par essais en milieu confiné d’abord. Je pense également que nous devons commencer avec le coton et ensuite, à l’avenir, nous évoluerons vers d’autres cultures.”

Dr. Adane Abraham, Maître de Conférences à l’Université de science et de Technologie d’Addis Abeba, Département de Biotechnologie:

“Cette réunion a été très importante, en particulier pour moi parce que j’ai été impliqué dans le domaine de la biotechnologie depuis longtemps. J’ai même été un de ceux qui ont participé à l’élaboration et à la rédaction de l’amendement de la loi sur la biosécurité. J’ai trouvé que cette rencontre ne est pas seulement utile, mais intéressante et opportune pour les députés puisqu’elle intervient à un moment où le gouvernement envisage la modification de la loi sur la biosécurité.”



Rencontre à Maputo du groupe de coordination sur la biosécurité

Les acteurs du domaine de la biosécurité en Afrique se sont réunis à Maputo du 17 au 18 mars 2015 pour coordonner les interventions en matière de biosécurité sur le continent. Cette rencontre a été co-organisée par le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD et le Programme des systèmes de biosécurité (PBS) de l'Institut de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Environ 30 personnes venues de diverses organisations impliquées dans la gestion de la biosécurité en Afrique ont pris part à cette rencontre. Parmi les principales recommandations de cette réunion, les participants ont appelé à une plus grande interaction entre les acteurs pour assurer une intervention plus efficace et un soutien complémentaire dans le domaine.

La cérémonie de clôture de la rencontre a été présidée par Mme Leda Florinda Hugo, ministre déléguée chargée de la Science, de la Technologie, et de l'enseignement supérieur, technique et professionnel. Dans son mot de clôture, Mme Hugo a affirmé que dans le secteur du développement agricole, le Mozambique «a atteint quelques réalisations, mais aimerait continuer dans cette voie». Elle a confirmé la «disponibilité du ministère à travailler avec les acteurs internationaux pour atteindre plus de résultats au bénéfice du peuple mozambicain».



Mme Hugo s'entretenant avec des participants membres du réseau ABNE

Formation de juristes à Peduase, au Ghana

Le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD en collaboration avec le Programme de systèmes de biosécurité (PBS) de l'IFPRI a organisé un atelier pour les juristes et les régulateurs de biosécurité sur les questions juridiques clés concernant la biotechnologie et la biosécurité et le rôle des considérations socio-économiques dans les prises de décision en matière de biosécurité. L'atelier a eu lieu du 3 au 7 Février à Peduase au Ghana.



Vue d'une partie des participants à l'atelier

Cette formation avait pour but de permettre aux participants de contribuer à l'élaboration de la régulation et des orientations en matière de biosécurité et de conseiller les chercheurs et les entreprises qui demanderaient des autorisations pour la conduite d'expériences de recherche en biotechnologie et pour la commercialisation de produits génétiquement modifiés. Des présentations ont été faites par des juristes, chercheurs et socio-économistes internationaux expérimentés dans le domaine de la biosécurité ainsi que des experts locaux des deux pays participants à l'atelier, à savoir le Ghana et le Nigeria.

En ces temps où le Ghana et le Nigéria travaillent vers une plus grande fonctionnalité de leurs systèmes de biosécurité, cet atelier aidera les juristes des services gouvernementaux et non-gouvernementaux à comprendre le sujet de la biotechnologie et de la biosécurité ainsi que leur rôle au sein du système.

Atelier sur les essais confinés en champ de cultures vivrières et sur la communication en matière de biosécurité au Malawi

Le réseau ABNE de l'Agence du NEPAD a organisé un atelier sur les essais confinés en champ (ECC) de cultures vivrières et de la communication en matière de biosécurité pour les régulateurs et chercheurs agricoles au Malawi du 17 au 19 Mars 2015. 40 participants, dont des membres du Comité nationale de régulation de la biosécurité (CNRB), des professeurs d'université, des chercheurs en agronomie du Ministère de l'Agriculture, des consultants externes et des membres du personnel du réseau ABNE et de PBS ont pris part à l'atelier.

Dans les deux premiers jours de l'atelier, les participants ont eu un aperçu sur la gestion d'une demande d'ECC de cultures vivrières et sur la régulation d'ECC de cultures vivrières. Les sujets abordés étaient entre autres les éléments constitutifs d'une demande d'ECC de culture vivrière, l'examen de la demande et la prise de décision, les systèmes de gestion de la qualité pour les ECC de cultures vivrières, les principes d'une inspection d'ECC et la surveillance de la conformité et comment remédier aux insuffisances de conformité.

Quelques séances durant les deux premiers jours ont également abordé les défis d'une communication en matière de biosciences, les stratégies visant à améliorer la visibilité du système national de régulation de la biosécurité et les questions

juridiques émergents en matière de réglementation de la biosécurité en Afrique.

Le Malawi a reçu une demande d'ECC de culture vivrière mais le pays n'a pas encore pris de décision sur cette demande. Grâce aux compétences acquises dans cet atelier, les régulateurs malawiens pourront à prendre des décisions fondées sur la science en ce qui concerne les ECC de cultures vivrières. En outre, l'appui à la communication sur la biosécurité et la plate-forme d'interaction entre les acteurs nationaux, en particulier les régulateurs et les chercheurs du domaine agricole, va certainement conduire à une vision commune pour l'adoption en toute sécurité des cultures génétiquement modifiées pour le développement agricole du pays.



Vue partielle des participants à l'atelier

Principales activités à venir

- 2-4 juin: Atelier de formation en biosécurité pour les régulateurs et autres acteurs au Soudan.
- 11-15 juillet: Formation internationale sur la biosécurité, Makerere University, Kampala, Uganda.
- 28-30 juillet: Formation internationale sur la biosécurité pour les régulateurs ghanéens et nigériens ainsi que les décideurs politiques, Ghana University, Legon.
- 2-14 August: Formation internationale sur la biotechnologie agricole et la biosécurité, Michigan State University, East Lansing, USA.



NEPAD Agency – African Biosafety Network of Expertise

Université de Ouagadougou, 06 BP 9884 Ouagadougou 06, Burkina Faso

Tel: +226 25 33 15 01

Email: abne@nepadbiosafety.net; Site Web: www.nepadbiosafety.net

Facebook: <https://www.facebook.com/pages/African-Biosafety-Network-of-Expertise/>

Twitter: https://twitter.com/NEPAD_ABNE